

Passé Navigo à 70€ : qui paiera la facture ?

Publication: 10/12/2014 07h52 CET Mis à jour: 10/12/2014 09h27 CET

En proposant de mettre en place un Passé Navigo unique à 70 € le 1er octobre 2015, à deux mois des élections régionales, le gouvernement et la région Ile-de-France présidée par Jean-Paul Huchon, ont fait un cadeau empoisonné aux Franciliens.

C'est un cadeau empoisonné car cette mesure coûte 550 millions d'euros (M€) par an. Compte tenu de la hausse du versement transport que vient de décider le Parlement, il reste 300 M€ par an à trouver pour financer ce Passé.

Jean-Paul Huchon nous dit que la région paiera, en redéployant ses crédits. Qui peut le croire alors que les dépenses régionales n'ont cessé d'augmenter depuis son arrivée à la tête de la collectivité il y a 16 ans. Rappelons que 300 M€, c'est 12 % des crédits de fonctionnement de la région, c'est aussi deux fois le budget qu'elle consacre chaque année à la rénovation des lycées. Qui peut en un an économiser autant ? Va-t-il licencier des fonctionnaires ? Va-t-il arrêter de chauffer les lycées ?

La vérité, c'est que le Passé à 70 € va inmanquablement se traduire par des impôts en plus et des investissements en moins.

Couper 300 M€ par an dans les investissements, c'est condamner le Grand Paris et la modernisation des transports au moment où la filière ferroviaire française et ses 15.000 emplois sont en péril. Mettre en place le Passé à 70 €, c'est se priver des ressources qui permettraient, en 10 ans, de rénover toutes les lignes de RER. Un an de financement de ce Passé suffirait à financer l'électrification de la ligne Paris-Provins attendue depuis des décennies. D'ores et déjà, l'argent manque. Le prolongement de la ligne 11 à l'est et de la ligne E du RER à l'ouest sont de plus en plus incertains faute de financements.

Le Passé à 70 €, c'est aussi une mesure anti-emploi. Le versement transports est une taxe patronale qui est assise sur les salaires versés par les entreprises et les collectivités publiques de plus de 9 salariés de Paris, de la petite couronne et des principales communes de la grande couronne. C'est un impôt masqué sur le pouvoir d'achat car pour payer la hausse du versement transports, elles n'auront d'autre choix que de sacrifier les augmentations de salaires ou de freiner les recrutements. Est-ce réellement ce que nous voulons alors que pour la première fois le chômage augmente plus vite en Ile-de-France que dans le reste de la France ?

Les entreprises l'ont bien compris. Le MEDEF Ile-de-France et la CGPME ont publiquement dénoncé le Passé à 70 € et marqué leur incompréhension face à la position de la Chambre de commerce et d'industrie. Il est vrai que depuis 2012, les entreprises franciliennes ont été plus que largement sollicitées. Avec un milliard d'euros de taxes supplémentaires, en plus de toutes les mesures nationales, elles ont subi un véritable « martyr fiscal », pour reprendre l'expression du président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Gilles Carrez.

Avec le Passé à 70 €, à la fin, tout le monde est perdant.

C'est une mesure profondément injuste, faite pour 10 % des Franciliens mais financée par 100 % d'entre eux, et particulièrement par ceux qui n'ont pas de transports en commun aujourd'hui et qui, avec ce Passé, perdent tout espoir d'en avoir demain.

Y compris parmi les abonnés Navigo, le compte n'y est pas. A 70 € par mois, il y a autant de perdants que de gagnants : 1 abonné sur 2 va voir ses tarifs augmenter.

Les usagers de la zone 1-5 vont aussi en subir les effets pervers. La mise en place du Passé à 70 € va créer un appel d'air tarifaire chez les habitants des régions limitrophes de l'Ile-de-France. Résultat, les villes de grande couronne vont être envahies par les voitures ventouses et il sera impossible de trouver la moindre place assise, même au départ des gares les plus excentrées d'Ile-de-France.

Les usagers ne s'y trompent pas. La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) aurait pu choisir la facilité et applaudir à une baisse des tarifs. Elle a au contraire eu le courage d'affirmer que le Passé à 70 € était une « fausse bonne idée ». Et de poursuivre : « ce n'est pas le tarif actuel des abonnements qui pose problème, mais bien tous les problèmes de saturation, de vétusté, de retards, de manque de trains, de manque de liaisons banlieue à banlieue ».

On peut jusqu'au bout sacrifier l'avenir des Franciliens sur l'autel des intérêts électoraux immédiats. C'est le choix d'une gauche tout à la fois irresponsable et illisible capable de faire elle-même la preuve de son incohérence en annonçant la semaine dernière la mise en place d'un Passé à 70 € avant de voter cette semaine une hausse généralisée de tous les tarifs des transports - y compris ceux de la zone 1-5 - au 1er janvier 2015.

On peut aussi chercher à redonner aux Français la fierté d'habiter dans un pays qui ne se satisfait pas de les faire circuler dans des trains des années 60 et sous des caténaires qui, parce qu'elles ont connu la première guerre mondiale, s'effondrent à intervalles réguliers, paralysant des pans entiers du réseau.

Ce qui est en cause ici, c'est bien plus qu'un Passé à un tarif volontairement et artificiellement déconnecté du coût réel des transports, (puisque Jean-Paul Huchon lui-même le sait, le coût d'équilibre du Passé unique se situe en réalité autour de 90 €). Ce qui est en cause ici, c'est une certaine idée de l'action publique. C'est le choix entre maintenir la France dans le peloton de tête des grandes puissances mondiales, dotées des meilleures infrastructures et des niveaux de vie les plus élevés, ou la laisser irrémédiablement rétrograder, avec les conséquences sociales que cela implique.

Quels sont nos choix collectifs ? Assumons-nous de fermer les yeux sur le terrible avertissement que constitue la tragédie de Brétigny ? Assumons-nous, pour une baisse des tarifs démagogique, de dire à tous les Franciliens que les nouvelles rames, les nouvelles gares et les nouvelles lignes n'arriveront jamais ?

Il est plus facile de baisser les tarifs que de tenir un discours de vérité. Mais c'est l'honneur du politique que de faire résolument le choix de l'avenir.

Tribune de Valérie Pécresse, NKM, François Fillon, Patrick Devedjian, et Gilles Carrez

Liste complète des signataires :

VALERIE PECRESSE

Nathalie KOSCIUSKO MORIZET

François FILLON

Patrick DEVEDJIAN

Gilles CARREZ

Yves ALBARELLO

Pierre LELOUCHE

David DOUILLET

Jérôme CHARTIER

Pierre LEQUILLER

Valérie LACROUTE

Bernard DEBRE

Claude GOASGUEN

Jean-François LAMOUR

Philippe GOUJON

Claude GOASGUEN

Axel PONIATOWSKI

Jacques-Alain BENISTI

Jean-Marie TETART

Patrick OLLIER

Patrick BALKANY

Sophie PRIMAS

Jacques MYARD

Jean-Jacques GUILLET

Catherine PROCACCIA

François SCELLIER

Colette MELOT

Christian CAMBON

Michel HOUEL

Philippe DALLIER

Jean-Frédérique POISSON

Jean-Jacques GUILLET

Alain GOURNAC

Jean-Jacques HYEST

Philippe HOUILLON

François DE MAZIERES

Michel HERBILLON

Serge DASSAULT

Philippe DOMINATI